



Déclaration finale du 16^e Forum des ministres de la culture et des responsables des politiques culturelles de l'Amérique Latine et des Caraïbes

26-27 février 2009

Le 16^e Forum des ministres de la culture et des responsables des politiques culturelles de l'Amérique Latine et des Caraïbes, tenu à Buenos Aires, Argentine, du 26 au 27 février 2009, ratifie la validité des principes qui ont favorisé sa constitution, inspirés par la reconnaissance de l'importance de la culture pour le développement durable des États de la région.

De même, après les débats sur le thème « La culture dans le contexte de la crise mondiale actuelle : défis et opportunités », les États de l'Amérique latine et des Caraïbes dénoncent l'incidence de certains modèles culturels sur l'origine de la crise ; soulignent le potentiel de la culture pour la construction de solutions et sont d'accord pour :

- reconnaître et préserver la diversité culturelle de la région selon les termes de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, et pour prier instamment les États de la région à la ratifier,
- promouvoir les processus d'institutionnalisation des politiques culturelles et le dialogue approfondi entre les pays et dans le contexte des divers mécanismes d'intégration régionale,
- encourager dans le domaine culturel la coopération pour la gestion durable du patrimoine naturel, la conservation de la biodiversité et les écosystèmes,
- réaffirmer leur engagement envers la garantie et l'exercice des droits culturels des citoyens de la région,
- souligner la validité spéciale, dans le contexte de la crise actuelle, de l'Article 10 de la Déclaration de Salvador de Bahia, adoptée par le Sommet de l'Amérique latine et des Caraïbes sur intégration et développement (CALC): En tant que représentants de sociétés multiethniques, multiculturelles et plurilingues, ils [les Présidents] ont réaffirmé la valeur de la diversité et ont manifesté leur préoccupation face à l'augmentation de la xénophobie et de la discrimination dans le monde, et face aux initiatives visant à empêcher la libre circulation des personnes. Dans ce sens, ils ont condamné la criminalisation des flux migratoires et les mesures qui portent atteinte aux droits humains des migrants. Ils ont réaffirmé que la libre circulation des personnes est aussi importante que celle des biens et des flux financiers.

Il est particulièrement important, dans le contexte de la crise actuelle, que les responsables de la politique étrangère des Pays Membres établissent les instruments pour la mise en pratique des recommandations des ministères de la Culture respectifs, surtout en ce qui concerne l'Article 10 cité et les liens des immigrants avec leurs pays d'origine et de destin.

Le Forum ratifie la validité et reconnaît les progrès effectués dans l'exécution des projets de collaboration régionale suivants :

- 1. Exposition itinérante de cinéma des Caraïbes
- 2. Musée virtuel de l'Amérique latine et des Caraïbes
- 3. Musée du Carnaval des Amériques
- 4. CARIFESTA
- 5. Portail de la culture de l'Amérique latine et des Caraïbes
- 6. Programme de renforcement des capacités dans les Caraïbes pour le Patrimoine Mondial

De même, on inclut les projets suivants dans le programme de travail du Forum :

- 1. Itinéraires culturels du MERCOSUD
- 2. Projet Collection 200 Culture partagée. Amérique latine et les Caraïbes.
- 3. Projet de site web de la CARICOM pour les enfants
- 4. Projet SICSUR Système d'information culturelle du MERCOSUD.

Le Forum reconnaît l'importance des expériences nationales présentées et demande au Secrétariat pro tempore de les incorporer au Portail de la culture de l'Amérique latine et des Caraïbes pour leur examen et éventuelle adoption par les Pays Membres.

Le Forum propose au Secrétariat pro tempore d'étudier la possibilité d'effectuer une réunion régionale à propos des Politiques culturelles pour la diversité et le développement.

Le Forum reconnaît particulièrement le travail effectué par la Casa de las Américas, à Cuba, qui fête son 50^{ème} anniversaire, en tant qu'espace multiple consacré à la récupération, préservation et promotion des cultures de la région.

Le Forum ratifie la volonté exprimée lors de la $14^{\rm ème}$ et $15^{\rm ème}$ rencontres en vue de renforcer la collaboration avec l'UNESCO moyennant les actions suivantes :

- Promouvoir devant la 35^{ème} Conférence générale la reconnaissance du Forum comme interlocuteur principal devant l'UNESCO en matière de politiques culturelles pour l'Amérique latine et les Caraïbes.
- Proposer la signature d'un instrument de coopération entre le Forum et l'UNESCO dans le but de renforcer la collaboration des vingt dernières années et garantir la concrétisation des objectifs établis par toutes les deux organisations dans le cadre de la culture, ainsi que la présence des ministres de la Culture aux instances et activités pertinentes de l'UNESCO.
- Présenter une proposition au programme de participation régionale, avec le soutien des commissions nationales respectives, pour le financement de projets dont le but soit le renforcement institutionnel du Forum.

Pour la réalisation de ces actions, le Forum donne mandat au Secrétariat pro tempore pour les démarches nécessaires et les consultations avec les États Membres.

¹ Le Secrétariat pro tempore est un organe permanent du Forum duquel font partie les États suivants : République de l'Equateur, République d'Argentine, République de Trinité-et-Tobago, République de Cuba, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine et la République de Bolivie.

Le Forum reconnaît le soutien du Bureau régional de la Culture pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNESCO pour la tenue de cette rencontre.

Le Forum remercie le Gouvernement de la République d'Argentine pour son hospitalité envers les participants dans cette $16^{\text{ème}}$ rencontre.

Le Forum félicite les gouvernements de la République de l'Équateur et de la République de Bolivie pour leurs décisions d'accueillir le $17^{\text{ème}}$ et le $18^{\text{ème}}$ Forums en 2010 et 2011, respectivement, ce qui garantit la suite des travaux en vue de l'intégration des peuples et des cultures des États de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Buenos Aires, Argentine, le 27 février 2009